

E/1975.01 — André Malraux : «Les Réalités et les comédies du monde», entretien accordé à Olivier Germain-Thomas, *L'Appel* [Paris], n° 13, janvier-février 1975, p. 3-31.

André Malraux

Les réalités et les comédies du monde

La vision du poète

Acteur et chantre des grandes métamorphoses du siècle, André Malraux a maintenu chez notre peuple – qui à force de raison stérile a brisé sa lyre – le souffle épique des temps où nous savions que l’histoire rencontre les accents de la légende.

Et voici que son regard d’agnostique se porte encore une fois sur le monde. Et ce qui frappe à nouveau dans cette vision crépusculaire, c’est l’absence de résignation parce que le poète sait que rien n’est jamais inéluctable, et qu’un nouveau destin peut surgir à chaque tournant de l’histoire.

André Malraux a «épousé» la France pendant la Résistance. L’élue maintenant s’assoupit. Mais nous chercherons les volontés capables de lui faire reprendre fièrement le chemin emprunté dès les origines, et qui permet à chacun d’entre nous de s’affirmer autre chose que le fruit du hasard et de la matière.

Olivier Germain-Thomas

Ce texte est celui d’un entretien d’André Malraux avec Olivier Germain-Thomas. André Malraux a bien voulu revoir très attentivement l’ensemble de la transcription, ce qui donne à ce document une valeur toute particulière.

O. Germain-Thomas — A vos yeux, qu'est-ce qui caractérise le plus la civilisation d'aujourd'hui ?

A. Malraux — A l'évidence, l'absence de décisions. Pendant, mettons à peu près 3.000 ou 4.000 ans, il y a eu ce qu'on appelle une politique historique. Des hommes, des collectivités, se soumettaient à des orientations délibérées (on n'a pas fait Rome par hasard), et l'action de ces hommes, de ces collectivités, changeait le destin du monde. Quand Richelieu arrive, la France est une nation de deuxième ou de troisième ordre. Quand il meurt, c'est la première nation du monde. Entre les deux, il y a l'exercice d'une volonté... De Sésostris à Napoléon, c'est-à-dire pendant les grands empires agraires, rien n'a changé dans ce domaine. Et puis, autour de 1870, beaucoup de choses commencent à changer. C'est le temps de la volonté d'hégémonie de l'Allemagne sur l'Europe, de la création de l'Empire britannique – à dix ans près, puisque vous savez qu'il n'a été créé qu'après la révolte des Cipayes; c'est l'entrée dans l'histoire de l'Amérique et de la Russie et, dans l'ordre de l'esprit, *le Capital*, *La Vie de Jésus*, les premiers livres de Nietzsche – et Darwin. Plus, la dynamite. Un monde arrive à sa fin, quelque chose d'autre entre en jeu.

En 14, on croit encore qu'il y a des politiques historiques. Je dis : «on croit» parce que ce n'est déjà plus très clair; les Allemands n'ont pas tout à fait tort quand ils disent que les Russes sont aussi responsables qu'eux du déclenchement de la guerre. Or, si les responsabilités allemandes étaient d'ordre historique (l'hégémonie allemande sur l'Europe), les intentions russes, elles, étaient assez obscures. Et aujourd'hui ? Aujourd'hui, la puissance, c'est l'Amérique – et il n'y a jamais eu de politique historique américaine au sens européen ou romain. Il y a eu la doctrine de Monroe, il y a eu des décisions historiques; pas de politique. Quelle est la différence ? Roosevelt savait très bien que Pearl Harbour aurait lieu, et il l'a laissé faire parce qu'il pensait que c'était le seul moyen d'engager l'Amérique dans la guerre. Voyez-vous Richelieu raisonner de la sorte ? En fait, qu'il y a-t-il en Amérique ? Des pouvoirs assez divers – collectifs, individuels, disons même politiques et parlementaires – et ces pouvoirs contradictoires n'aboutissent presque jamais à une volonté historique. Je voudrais bien lire un livre qui

s'intitulerait «La politique des Etats-Unis», au sens où l'on parle de la politique romaine ou de la politique de Richelieu.

Jusqu'en 1914 peut-être, certainement jusqu'à Napoléon, le monde civilisé consistait en ce que j'appelais tout à l'heure les grands empires agraires, Ramsès et Napoléon avaient les mêmes ministres, se posaient les mêmes questions. Du monde romain aux grandes monarchies (obsédées par l'exemple romain), la politique, c'était une volonté, et il n'y avait pas de politique qui ne fût dans l'histoire. La politique historique de la France – et le général de Gaulle y était de plain-pied – c'était d'abord une volonté française, une conception délibérée de la France : le reste n'était que gestion des affaires courantes.

O. Germain-Thomas — Il y a eu aussi les cités grecques ?

A. Malraux — Oui, mais les politiques au fil de l'eau que nous connaissons aujourd'hui, l'absence de politique historique américaine, n'ont pas d'équivalent dans la cité grecque. Athènes existait par elle-même, Sparte aussi. Elles avaient une volonté politique. La Ligue Achéenne, c'est assez sérieux. Il y a une politique historique de Périclès – sans parler d'Alexandre... Celui-là, c'est Tito vainqueur des Etats-Unis; ça fait rêver. Mais il savait ce qu'il voulait. Et son père l'avait su avant lui.

O. Germain-Thomas — En vous écoutant, j'ai l'impression que, par politique historique, vous entendez : existence nationale.

A. Malraux — A notre époque. Mais la nation est une donnée mystérieuse. La cité n'était pas la nation, et l'empire d'Alexandre était évidemment autre chose. Au XX^e siècle, ça implique en effet une existence nationale. Mais de tout temps, la politique historique a été essentiellement inséparable d'une perspective et d'un dessein.

Les Etats-Unis

O. Germain-Thomas — N'y avait-il pas malgré tout un dessein américain ?

A. Malraux — Non, s'il y en avait un, normalement, ce devrait être la conquête du monde. Or, il n'en est rien. Les Etats-Unis sont dans la situation étrange d'un pays

devenu le plus puissant de son temps, sans l'avoir vraiment cherché. En gros, ils voulaient vendre des machines à coudre, il est ont vendues. Avec pas mal d'autres choses. Ils sont probablement un cas unique dans l'histoire. La pensée romaine concernait la Méditerranée. Et si Napoléon n'avait pas été battu, la sienne eût concerné l'Europe. Le dessein américain ne pourrait être que mondial. Le Président Wilson n'était pas une volonté, mais une morale.

O. Germain-Thomas — Il existe une espèce de «message» capitaliste qui s'exprime en ces termes : «devenez comme nous».

A. Malraux — Devenez comme nous, c'est une morale, non une partie d'échecs avec le destin. Richelieu pense : «Il y a la France, et elle sera le premier pays de la chrétienté». Au service de cette volonté, il met en jeu des choses qui lui survivront longtemps, puisqu'il va jusqu'à envisager des mariages au troisième degré – et qu'il fonde la politique de la France jusqu'à la Révolution. Cette politique-là, cette politique à long terme (par le biais des mariages entre autres choses) était une politique délibérée, pensée en fonction d'une histoire. Mais les Etats-Unis ? l'équivalent américain serait : des gouverneurs américains à la tête de toutes les nations. Mais, ce n'est pas du tout l'intention des Etats-Unis ! Le temps en est d'ailleurs passé.

Il y a eu les décisions de guerre, et le Plan Marshall, qui ont été pleinement d'ordre historique, et ont concerné le destin du monde. Il n'y a jamais eu qu'eux. Le Japon, actuellement, pose une question capitale. Je ne crois pas que les Américains sachent ce qu'ils veulent faire avec lui. Nixon m'a dit : «Avec le Japon, je n'ai pas de problème». Je lui ai donc répondu qu'il en aurait...

O. Germain-Thomas — C'était lors de votre rencontre avant sa visite à Mao Tsé-Toung ?

A. Malraux — Oui.

O. Germain-Thomas — A-t-il été surpris par votre réponse ?

A. Malraux — Je crois qu'il s'en foutait.

O. Germain-Thomas — Il ne comprenait pas ?

A. Malraux — Il avait très bien compris que s'il devait y avoir demain un champ de bataille, ce serait le Pacifique. Il essayait de régler une question, la question chinoise, dont il savait que la clef était aussi à Moscou. Et il jugeait que le Japon n'était pas un obstacle. C'est-à-dire : «Je n'ai pas d'ennuis avec le Japon vis-à-vis du Congrès, ni de la Chine».

O. Germain-Thomas — L'Amérique latine et l'Europe occidentale sont comprises aujourd'hui dans le système américain ?

A. Malraux — L'Amérique latine, certainement. L'Europe, ça dépend des jours... Et puis, vous savez, quand on parle de l'Amérique latine, attention ! Dans la politique américaine, l'Amérique latine compte à peu près en tant que : nous ne voulons pas qu'on vienne nous embêter chez nous. Un côté Monroe... Extrêmement fort, puisqu'en somme, c'est ce qui a fait prendre à Kennedy position à l'égard des Russes, quand il s'est agi de Cuba. Mais Cuba, c'est déjà la Floride... Il ne l'aurait pas prise à propos d'Israël.

O. Germain-Thomas — Quand il faut renverser Makarios à Chypre, il y a tout de même une volonté ?

A. Malraux — Qu'est-ce qui arrive, en fait ? Les Américains mènent une politique un peu flottante à Athènes. Ils ont une politique au Proche-Orient, mais ils sont les premiers à la savoir variable. Bon. Alors, les Colonels grecs montent l'opération de Chypre. Après quoi tout le monde se retrouve stupéfait, devant une situation imbécile. Quand Rome décidait qu'on allait en finir avec quelque chose du côté de l'Égypte, on en finissait. Une volonté historique au sens ancien, pour les États-Unis, ce serait : penser le problème américain en fonction du problème mondial. Alexandre, Richelieu, Frédéric II, n'ont pas fait autre chose, en face de mondes plus petits. Vous voyez sur-le-champ la différence. La politique américaine est faite de forces qui ne poussent pas dans le même sens, ne s'exercent même pas toujours en même temps. Prenez l'histoire du pétrole. Le pétrole, en gros, ça se terminera de la façon suivante : à un moment donné les intérêts américains, qui ont partie liée avec les Emirats, seront contraints de choisir. Alors l'Amérique aura une politique, une seule, à l'égard du Golfe – ce qu'elle n'a pas aujourd'hui. Aujourd'hui, la vérité, c'est qu'il existe des intérêts américains liés aux

Arabes et d'autres qui ne le sont pas. Naturellement, il y aura la concurrence atomique. Mais les problèmes que pose le développement de l'énergie nucléaire seraient plus simples si celui-ci n'était en partie contrôlé par les puissances du pétrole, non ?

Vous devriez bien essayer de tirer au clair ceci :

Eisenhower, au temps de sa présidence, avait retenu le projet d'établir au Levant trois usines géantes, pour dessaler l'eau de la Méditerranée au moyen de l'énergie nucléaire. Il voulait irriguer comme par trois Jourdain les vastes territoires stériles, y établir la paix et l'y maintenir. C'était tout de même plus facile que le débarquement. Il n'y est pas parvenu. Quelles forces ont été assez puissantes pour l'en empêcher ? Si vous les trouviez, je crois que vous les retrouveriez à l'œuvre ces temps-ci...

O. Germain-Thomas — Pour mieux cerner le sens de la crise actuelle, il est important de savoir ce qu'est exactement la civilisation occidentale.

A. Malraux — Il n'y a pas de civilisation occidentale. Distinguons le résultat d'une volonté historique, et un état de fait. En ce moment, nous vivons un état de fait qu'on veut définir par la libre entreprise. On préfère cette définition à celle par le capitalisme, au nom de ce que le capitalisme n'est qu'une des données de notre situation, il n'en est pas la donnée comme on l'a cru du temps de Marx. Donc, on prend pour caractère principal, la libre entreprise, dont on n'ignore pas les limites. Mais ce n'est pas du tout la définition d'une civilisation, c'est une constatation.

Le cas de la Russie est un peu plus compliqué. Il existe une idéologie historique du monde communiste. Mais elle ne s'exerce pas actuellement. Elle impliquerait – elle a impliqué – que l'URSS agisse en tant que garant d'une politique communiste mondiale. Ça, c'est terminé. Il n'y a plus d'Internationale : il y a la Russie et les démocraties populaires. En gros, personne de sérieux en Russie ne croit à... Les Américains ne pensent pas qu'il y aura un jour un Gouverneur américain à Paris; les Russes ne croient pas plus à une prise de pouvoir prochaine par les Soviets français.

O. Germain-Thomas — Voyez-vous une Amérique sur la défensive devant un monde communiste qui, dites-vous, propose au moins une «idéologie historique» ?

A. Malraux — Au temps de la Corée. Mais dans le domaine de l'histoire, la défensive n'a jamais mené loin. La dernière incarnation de la vraie volonté historique est morte avec l'Empire britannique. Les Etats-Unis ne la connaissent qu'en face d'une menace extérieure directe. Une seule exception : le Plan Marshall.

Les Etats-Unis ont besoin d'un tiers-monde qui achète des produits fabriqués et qui fournisse des matières premières. Au Chili, tous les intérêts américains étaient ligüés contre Allende, alors qu'ils sont divergents en Arabie. L'un des résultats de la hausse du prix du pétrole a été aussi une fortune pour certaines compagnies occidentales, non ? Alors... et les sociétés pétrolières liées aux Arabes le sont parfois à travers des Américains...

Les Soviétiques

O. Germain-Thomas — Bien. Mais la présence de la flotte soviétique en Méditerranée et dans le Golfe persique, ce n'est pas négligeable ?

A. Malraux — Les Russes semblent y tenir beaucoup. Mais la logique capitaliste traditionnelle conduirait à dire : quand l'heure des fiançailles sera finie, les capitalistes seront d'un côté, les Arabes de l'autre – et vous aurez la guerre, atomique au besoin. Réponse : oui, mais quid des Russes ? C'est toute la question.

Pour l'instant, les Russes ont très envie d'embêter les autres, mais doivent tenir compte de ce que leurs rapports avec les Arabes ne sont pas toujours excellents – ni simples. En réalité, les Russes ne veulent pas du tout détruire Israël. Ils iraient pleurer au mur des lamentations ! Ce qu'ils veulent, c'est entretenir le conflit; nous sommes loin d'Alexandre et même de Bonaparte. Mais une coexistence avec intermédiaires de comédie n'est pas inconcevable en histoire : celle de la chrétienté et de l'Islam a duré un millier d'années...

O. Germain-Thomas — Et les communistes en France ?

A. Malraux — Je ne crois pas à une prise du pouvoir par le P.C.

O. Germain-Thomas — Quel évolution au sein du Parti en ce moment !

A. Malraux — En France, le Parti communiste devient peu à peu un parti comme les autres; ce qu'il était loin d'être. Reste Moscou.

O. Germain-Thomas — Mais le sentiment internationaliste n'habite plus la classe ouvrière.

A. Malraux — Plus du tout. Ni même la Russie... Je vous ai dit tout à l'heure : il y a une idéologie historique, mais plus de volonté historique. Il y a une cohérence, une continuité dans la pensée soviétique – en gros, la même depuis Lénine, quoi qu'on en dise – qui fait que les communistes se trouvent plus à l'aise dans leur idéologie, que les Américains dans la leur. Mais ce n'est pas vrai pour l'extérieur. A l'extérieur, la volonté historique du communisme (il y en a eu une, jusqu'à l'antifascisme, compris) c'était l'internationalisme, et la prise du pouvoir par le prolétariat à travers le monde. Après avoir vu dans les sociaux-démocrates l'ennemi n° 1, Staline, à travers Dimitrov, a choisi la tactique des fronts populaires. Elle a coûté cher en Espagne. Mais elle a facilité les relations de Staline avec ses alliés après l'attaque hitlérienne, car les Alliés ont ressenti leur lutte contre Hitler comme un Front Populaire Mondial. Les fronts populaires n'ont rien à voir avec la lutte commune des kerenskystes et des bolchevicks contre le tsarisme. Malgré le pacte germano-soviétique, ils ont été l'une des armes à longue portée de Staline. J'ai vu à Moscou Ehrenbourg et Radek lire avec stupéfaction l'éditorial de *Pravda* intitulé, pour la première fois, «Notre patrie socialiste», au temps où commençait la lutte contre l'avortement. Les vrais fronts populaires sont morts avec le fascisme – remplacés par les démocraties populaires. La lutte électorale de la gauche contre la droite n'en est pas l'héritage, c'en est la comédie. L'une des plus significatives de notre temps.

Vous savez, il y a aussi des gestionnaires de la Révolution mondiale. De ce qui fit le Komintern, il ne reste rien. Alors, ça et là, les Russes entretiennent quelques brûlots ou rencontrent un cactus. Tout cela amuse le tapis. Regardez la Chine. Quand on y reçoit le Président des «Zombis», ça devient du Shakespeare. Le Président – qui ne signifie rien – est reçu sur 27 kilomètres par les flots de rubans qu'agitent devant lui des centaines de danseuses, et puis il y a un grand discours de Chou-En-laï : «La Chine vient au secours de tous les peuples du monde – et par conséquent, camarades, travaillez

encore mieux pour que la Chine puisse continuer à être le défenseur de tous les faibles». Ensuite, le type revient chez les «Zombis», et qu'est-ce qui change ? Rien. Nous vivons une époque de psychodrame, et tous les rats qui ont occupé le bateau se sont mis des casquettes de capitaine.

O. Germain-Thomas — Ils font semblant ?

A. Malraux — C'est une des définitions de notre société. La vraie politique pratiquée aujourd'hui, c'est d'assumer la moins mauvaise gestion possible.

Mythes et valeurs

O. Germain-Thomas — Il faudra bien en sortir mais une civilisation ne se renouvelle pas par un simple acte de volonté; cependant la volonté peut agir sur la marche de l'histoire. Dans quel sens ?

A. Malraux — Une civilisation en marche est tout de même un système de valeurs, même si, sur les points que nous avons évoqués tout à l'heure, elle s'attarde dans le psychodrame. Chez Mao, la volonté de faire la Chine n'est pas du tout une vue de l'esprit. Les Zombis sont une plaisanterie, mais la Chine, c'est du sérieux. Et faire la Chine, pour lui, c'est créer un système de valeurs. Il y avait un mythe Confucius – un mythe d'une puissance telle qu'il avait régné sur le pays tout entier. La contradiction de ses types humains avec le type d'homme ou de jeune fille que Mao entend promouvoir, l'a contraint à proclamer son système de valeurs. La jeune fille au moins autant que l'homme; comme la femme chinoise ne comptait pas, le seul fait que les femmes comptent dans la révolution chinoise, est aussi important que l'action du prolétariat.

O. Germain-Thomas — Et en Occident ?

A. Malraux — Les valeurs occidentales se décomposent. Il y a eu l'héritage mythique de Rome, il y a eu la chrétienté. Et il y a quelque chose de plus subtil. L'Occident avait toujours eu l'idée d'un type exemplaire d'homme. A tel point que, dans des pays qui ont marqué l'Occident : l'Angleterre et l'Espagne, on a fini par inventer le mot qui exprimait ce type. *Gentleman*, tout le monde sait ce que ça veut dire, et *caballero* aussi. Aujourd'hui, que voyez-vous de comparable ? Rien. Parce qu'en

gros, la valeur véritable est la science, et que la science ne peut pas donner naissance à un type d'homme.

O. Germain-Thomas — Mais il y a des mythes pour la jeunesse. Je pense à Che Guevara.

A. Malraux — Tout vrai mythe fait partie de la réalité. Il s'agit simplement de ne pas confondre mythe ou psychodrame. Il me semble. Y a-t-il dans la jeunesse un appel de valeurs ?

O. Germain-Thomas — Est-ce un appel à nos valeurs ?

A. Malraux — Ça peut aussi le devenir. Quand je vous parle d'un type exemplaire d'homme, je veux dire que ce type est formé de l'acceptation, par une civilisation donnée, des valeurs tenues pour exemplaires. Des gens, d'ailleurs anonymes, ont exalté ou pressenti les valeurs romaines; la jeunesse romaine les a suivies : à partir de ce moment, Rome est entrée dans l'histoire. Mais notre histoire est orientée, dans le monde entier, par une valeur sur laquelle les autres passent comme des nuages. C'est évidemment la science. Non sans remous. Il y a cent ans, on disait : «Nous ne résoudrons pas les questions essentielles, mais le XX^e siècle le fera». On vivait dans une kermesse future : «La science va tout nous apporter». Maintenant c'est fini : on ne croit pas que la science du XXI^e siècle réglera tout. Nous avons découvert que la science a aussi un passif. Pour un homme aussi intelligent que Renan, la science n'en avait pas. Nous, nous avons vu la pénicilline et la bombe atomique; nous savons que pour la première fois, une espèce peut détruire la terre. En gros, nous vivons dans une civilisation qui nous apporte une puissance telle que l'homme n'en a jamais connue, et qui fait de la science une sorte – nouvelle – de valeur suprême. Le drame, c'est que nous savons cette valeur incapable de former un type humain. Alors, en attendant, ce sera le temps des limbes, jusqu'à l'époque où quelque chose de sérieux resurgira : ou bien un nouveau type humain, ou bien un nouveau fait religieux, ou bien... quelque chose de totalement imprévisible. La libre disposition de la mort, par exemple.

Que la science ait été assez forte pour détruire l'humanité, mais non pour former un homme, nous le savons. C'est sans doute le drame de notre époque. Mais son

attitude, depuis cinquante ans, a beaucoup changé. Devant les résultats obtenus par la biologie en certains domaines, on peut se demander ce qu'il adviendrait, si une aventure réellement scientifique remplaçait patiemment celle des «sciences humaines», pour contribuer à la formation de l'homme. Les biologistes que je connais sont, hélas ! à ce sujet, d'un pessimisme radical.

Le Japon

O. Germain-Thomas — Votre voyage au Japon en mai dernier a eu un grand retentissement sur place. Vous vous êtes rendu dernièrement en Inde pour recevoir le prix Nehru de la paix. Deux voyages successifs en Orient, ce n'est pas un hasard.

A. Malraux — Pour moi, l'Asie représente l'autre pôle. Toute pensée a ses pôles. La Chine est un marxisme, bien sûr, et son marxisme n'est pas celui de la Russie. Dans le monde occidental, il y a l'Amérique, qui ne nous surprend pas : elle fait des gratte-ciel plus hauts que les autres, mais nous sommes dans le même monde. Reste l'Asie.

O. Germain-Thomas — A Kyoto, le 22 mai dernier, vous avez déclaré : «Europe-Asie, c'est un dialogue racines contre racines». De nouvelles racines peuvent-elles naître de ce dialogue.

A. Malraux — Ce serait plutôt une nouvelle interrogation. J'ai voulu dire ceci. Au Japon, devant les plus beaux temples shinto, je pensais à Notre-Dame; et je me disais que lorsque les Américains veulent voir du grand art chrétien, ils vont au Musée des Cloîtres à New York; et, lorsqu'ils veulent voir du grand art d'Extrême-Orient, ils vont à la galerie Freer à Washington. Dans les deux cas, ils vont au musée... Pour eux, c'est un peu la même chose. (Je dis : un peu, à cause du christianisme, et parce que, d'une manière ou d'une autre, ils sont les héritiers de l'Europe). Revenons au Japon. On l'accuse souvent d'imiter, mais pour le Meiji comme pour le bouddhisme, il a choisi d'imiter. Nous, nous avons assimilé Rome, et le Japon a assimilé le bouddhisme. Le Mexique a assimilé le christianisme : il n'est pas devenu l'Espagne. Où sont les vraies racines ? Pour le Japon, c'est le shinto, pour nous c'est un peu Rome, beaucoup la chrétienté médiévale, et sans doute la Révolution. Il y a des pays qui ne sont jamais plus

grands que lorsqu'ils se replient sur eux-mêmes, comme l'Angleterre de Drake; et ceux qui ne sont jamais plus grands que lorsqu'ils le sont pour les autres, ce qui semble le cas de la France.

O. Germain-Thomas — Chaque fois que mon ami Tadao Takémoto retourne au Japon, il est troublé. Il se demande si les valeurs traditionnelles auxquelles il tient sont encore présentes.

A. Malraux — Elles sont plus fortes qu'il ne le croit.

O. Germain-Thomas — Au moment du Seppuku de Mishima, le Premier ministre de l'époque s'est précipité à la télévision pour dire – ce qui était faux – que Mishima était fou. Il avait très peur, a-t-on dit, des conséquences de ce geste sur ses compatriotes.

A. Malraux — Tokyo, c'est un décor de Luna-Park. Mais la réalité japonaise millénaire, celle d'avant le bouddhisme, est encore présente. Plus ça devient fou et américain, plus on sent que ce n'est pas vrai; si c'était vrai. Tokyo deviendrait une ville américaine, ce qui n'est pas du tout le cas. Il y a un corps du Japon qui est plus fort que ses costumes.

O. Germain-Thomas — Tout cela se traduira un jour sur le plan politique.

A. Malraux — Vous êtes peut-être en face du plus grand problème des trente prochaines années.

O. Germain-Thomas — Le Japon et le Pacifique ?

A. Malraux — Le Japon et le Pacifique. Le Japon d'abord.

O. Germain-Thomas — Le réveil pourra être d'une violence terrible avec ce que sont les rapports de force là-bas et avec ce qu'on connaît du tempérament japonais.

A. Malraux — Nous aurons des surprises. Dès qu'ils cessent d'être occidentaux... Si vous étiez là-bas, vous verriez Takémoto en samouraï. Il ne se ressemble plus.

O. Germain-Thomas — Un soir, je l'ai entendu me raconter comment le grand Samouraï doit être capable, après avoir coupé la tête de son ennemi, d'essuyer son sabre et de le rentrer dans son fourreau avant que la tête ne tombe. Il était transfiguré. J'ai compris un aspect important du Japon ce soir-là.

A. Malraux — Naturellement ! De ce point de vue, attention : ils sont beaucoup plus profondément pris par le Japon éternel que nous par le christianisme. La morale sexuelle du christianisme fut extrêmement forte, et elle est profondément atteinte.

O. Germain-Thomas — L'idéalisation de la femme ?

A. Malraux — Isolde commence par l'éternel féminin et finit par le couvent des Oiseaux. C'était encore beaucoup, et il n'en reste guère.

La démocratie aujourd'hui

O. Germain-Thomas — Je voudrais maintenant que vous nous parliez de certains problèmes qui se posent à la France et à nous autres gaullistes. Je sais que, pour le moment, vous ne voulez pas vous occuper des affaires politiques; je vous poserai donc une question d'ordre assez général : «Pourquoi la gauche ni le pouvoir actuel ne peuvent-ils assumer réellement la France ?»

A. Malraux — Parce que c'est un phénomène mondial. La conception démocratique aboutit, elle aussi, à une comédie qui eût éberlué les théoriciens de la République : la démocratie du 1 %, celle de la voix qui fait pencher la balance. L'élection de Kennedy avait été tangente. Et les Anglais... Si le brave Robespierre revenait et si on lui montrait ce spectacle, il irait se guillotiner lui-même. La notion de démocratie était liée à l'idée de volonté générale. La volonté générale de Rousseau était une idée très forte, puisque c'était la volonté du Tiers-Etat, majorité absolue. Avec l'apparition de la machine, qui, au lieu de multiplier le prolétariat, l'a diminué au profit du secteur tertiaire, les choses se sont compliquées à l'infini, et on voit disparaître les vraies majorités. Gouverne-t-on en dehors d'une volonté générale ? Quand en Angleterre, le Premier dit : «Si je n'ai qu'une voix de majorité pour gouverner, eh bien ! je gouvernerai avec une voix !», la réponse est : Mon cher Premier, vous ne gouvernez pas avec une voix. Vous ferez des compromis – ce qui n'est pas du tout la même chose.

O. Germain-Thomas — Est-ce une remise en cause de la démocratie ?

A. Malraux — Lorsque vous ne pouvez plus confondre la majorité avec la «volonté générale», un rouage capital de la démocratie est brisé. Une majorité de 2 %

est toujours une majorité, elle n'est plus longtemps légitime. Le destin de toute nation implique des sacrifices. Croit-on qu'une majorité chancelante ne fasse pas l'impossible pour s'épargner de les voter ? La IV^e République semblait croire ses institutions irremplaçables et efficaces. Elle avait tort. Le Général sentait que la machine était grippée. Pas seulement en France. La méfiance, motivée ou instinctive, à l'égard de la technique parlementaire, n'est pas pour rien dans le nombre des abstentions (dont nous n'avons pas le privilège).

En France, le Général n'a pas eu le temps de réformer la relation du pouvoir central et des collectivités locales. D'une part, il tenait les municipalités (jusqu'à une trentaine de milliers d'habitants) pour d'excellents organismes, plus sensibles que les autres à la vie réelle du pays. Il disait, un peu ironiquement : «La France n'a rien inventé de plus démocratique que la mairie d'un gros bourg». Croit-on qu'il ait entrepris ses voyages à travers le pays, pour le plaisir de serrer des mains au passage ? Il s'est pourtant heurté à des privilèges de collectivités locales parfois justes, parfois abusifs. Tout cela exigeait une mise au point délicate, à quoi les Régions eussent contribué. Je vous en parle pour attirer votre attention sur un point important. La plupart des démocrates semblent croire qu'on ne peut opposer au fascisme que les formes actuelles de la démocratie. Elles seraient des maisons qu'on ne peut ni réparer ni moderniser. Je crois que cette conception stupéfiera les historiens du prochain siècle – comme elle eût stupéfié les Conventionnels. Dans les domaines scientifiques, nous commençons à voir d'autres méthodes entrer en jeu. Vous savez, mieux vaut que la lutte contre le cancer ne soit pas confiée à l'ONU.

La France

O. Germain-Thomas — Un sentiment de résistance au modèle américain se développe chez nous. Croyez-vous que la France puisse se démarquer réellement de l'Amérique ? Quelles sont ses chances ?

A. Malraux — Je doute qu'elle redevienne le pays le plus riche et le plus peuplé de l'Occident, comme elle le fut de la chrétienté. Naturellement, le gaullisme implique

le refus de se résigner à une France « survivante ». Mais ne croyons pas trop que l'avenir doive imiter le passé, ni que l'Europe soit balkanisée. Byzance s'est nommément réclamée d'Athènes. Une vertu singulière manque aux nouveaux maîtres du monde : l'exemplarité, dont nous parlions tout à l'heure. Le bolchevick ne peut devenir un type d'homme exemplaire que dans le monde communiste, et l'Américain ne le devient nulle part, malgré nos gratte-ciel de banlieue. L'immense prestige romain n'a pas de successeurs. Un garçon de 20 ans verrait peut-être les choses autrement. Mais croire à l'effacement de ce qui fut l'Angleterre, puis l'Empire britannique, me paraît léger. Voyez la reprise industrielle du Japon, de l'Allemagne. Paris n'est pas devenu un décor de cinéma, et nous ne sommes devenus satellites ni en art, ni en cuisine, ni dans la mode, pour citer des domaines bien différents. Quand je pense à la force des superpuissances, je suis moins surpris du déclin relatif de l'Europe et du Japon, que de leur bizarre survie... Les funérailles du Général à Notre-Dame, ça ne faisait pas monégasque. On dit que depuis la guerre, la littérature européenne va mal. Où va-t-elle si bien ?

Ce qu'on peut faire en une vie d'homme est considérable. La France a de grands atouts, son passé est exemplaire. N'oubliez pas que lorsque Alexandre est devenu roi, la Macédoine n'avait qu'une politique locale.

Le Gaullisme

O. Germain-Thomas — Le général de Gaulle est mort. Est-ce que cela signifie qu'on ne peut pas le continuer ?

A. Malraux — D'une part, vous voulez défendre des valeurs. C'est le point capital. Nous finirons donc par là.

D'autre part, vous vous demandez quelle forme politique peuvent prendre ces valeurs.

Politiquement, je ne crois pas au gaullisme sans général de Gaulle. Ce fut ma position publique devant Pompidou, avant le départ du Général; encore Pompidou incarna-t-il une sorte d'associé-survivant. Mais le gaullisme avait été une conjonction.

Laissons les bêtises comme «les inconditionnels», «l'homme providentiel», etc..., il reste que la conjonction entre le 18 Juin, la Libération, la Communauté et la fin de la guerre d'Algérie, donnait à la confiance faite au général de Gaulle une nature particulière. Ne dit pas qui veut : «Je ne suis pas la droite je ne suis pas la gauche, je suis la France».

Il n'y a pas un 18 Juin tous les matins. Donc, vous vous attachez aux principes qui l'ont rendu possible. Mais la force du gaullisme tenait moins à ses principes, qu'à ce qu'ils aient été assumés, et dans les pires circonstances. N'oubliez pas la conversation avec le général Juin «Il aurait été plus efficace d'intervenir plus tard, dit-il. Plus tard, je n'aurais plus été la France».

En outre, le gaullisme a été, comme il l'a pu, à l'échelle du monde. Du Plan Marshall à la mort du Général, c'est-à-dire pendant une trentaine d'années, la France a été engagée dans le destin du monde (à quelques exceptions près, comme Yalta). La personnalité du Général a joué là un rôle provisoirement irremplaçable. Mao m'a parlé de lui avec bien plus de précision que de la France. Qui peut prévoir le poids de la Yougoslavie sans Tito ? Si une volonté historique avait existé en 1966, le discours de Phnom-Penh aurait été fait par un autre que le général de Gaulle. Il l'a fait, bien que la France ne fût pas une superpuissance...

Mais, pour être à l'échelle du monde dans l'action politique (je ne parle pas des penseurs : Montesquieu ou Marx) il faut être au pouvoir. Sinon, vous quittez le jeu historique pour le jeu parlementaire. Ou pire.

O. Germain-Thomas — Pour nous le gaullisme demeure une valeur étonnamment vivante, mais à côté de cela, nous voyons une partie de la jeunesse séduite par les mythes lointains d'une révolution romantique ou plus simplement par la «gauche». Nous ne pourrions pas bâtir la France contre elle. Chez certains d'entre nous, il y a des déchirements.

A. Malraux — A ces jeunes qui s'interrogent à la fois sur le gaullisme et sur le socialisme, il faudrait avant tout faire comprendre que le gaullisme est né d'un acte historique, non d'une doctrine économique-sociale.

Pendant la Résistance, les socialistes ne pouvaient guère attacher d'importance à leur internationalisme doctrinal, en face du nazisme. Et la plupart d'entre eux pensaient ce que nous pensions encore en 1968 : Il n'est pas certain que le Général veuille faire le socialisme, mais il est bien certain que ses adversaires veulent le détruire. Le socialisme passera par la nation, non l'inverse. En 1943, la question ne se posait pas. A la Libération, si. Je me souviens de l'angoisse avec laquelle Camus m'a dit : «Nous devons un jour choisir entre l'Amérique et l'Union soviétique...». Les deux pays étaient encore des éléments d'un même Front Populaire antifasciste. Et nous avons choisi la France. Mais déjà...

Après la Libération, la ligne de partage des eaux entre socialistes sérieux (disons Léon Blum) et le Général s'est précisée. Tenir pour la réforme la plus urgente, la possession par la collectivité, des moyens de production, c'était se vouloir socialiste. Penser que cette réforme serait vaine si la France n'était pas reconstituée, et que la réforme la plus urgente était la création d'un Etat moderne (qui ne pourrait d'ailleurs rester intégralement capitaliste), c'était se vouloir gaulliste.

Bien entendu, les coquecigrues ont la vie dure : le Général «n'est pas de gauche», Staline, si, Kemal, on ne sait pas. Ces niaiseries écartées, «la gauche» en France signifie deux choses bien différentes. Une sensibilité qui commence au radicalisme anticlérical et finit à Saint-Just, à Michelet surtout. En gros, une générosité chaleureuse, qui s'appellerait peut-être libéralisme, sans *Quatre-Vingt-Treize* et l'épopée révolutionnaire. Pas mal de gaullistes vinrent de cette gauche-là... Et puis, il y a une gauche pour laquelle l'évidence profonde, parfois secrète et parfois proclamée, est celle de l'antagonisme : chez les partis, chez le Parti. La pluralité est un fait; la valeur qu'on lui donne est une valeur. Pour le Général, fonder une action politique sur la division était une chimère; pour un marxiste, fonder une telle action sur autre chose que sur l'antagonisme des classes est une chimère.

L'antagoniste existe. La maladie aussi. Ils doivent être surmontés. Au service de quoi ? De la nation. Nation incarnée dans son peuple, seul souverain, qui élira directement son président. Le gaullisme, c'est la défense de la nation contre tout ce qui

la cancérise. Et la nation d'aujourd'hui peut être aussi menacée par des syndicats que par des partis ou des trusts.

Telle fut la ligne de partage des eaux – dans la mesure où une conversation permet de l'indiquer...

La pensée marxiste se fonde sur le fait capitaliste. Nos adversaires disaient que le Général le défendait – au temps même où il accomplissait les réformes les plus profondes que le capitalisme ait subies depuis la fin de la guerre. Il n'était pas un défenseur du capitalisme; un adversaire non plus. De réformes décisives, je crois qu'il pensait ce qu'il pensait de l'indépendance algérienne lorsqu'il disait : «Il n'est pas certain que le destin de la France coïncide avec les intérêts des colons d'Algérie». Pour un marxiste, faire de la nation un arbitre entre socialisme et capitalisme, est évidemment impensable. Thorez et Duclos ont été fort étonnés d'entendre leur interlocuteur dire lorsqu'il refusa de confier les ministères-clefs à des communistes : «Vous, vous avez choisi».

On peut discuter sans fin ce concept d'arbitrage, de liberté du choix. Mais on ne peut discuter qu'il ait été essentiel pour le Général.

Peut-être un théoricien, dans un ou deux siècles, établira-t-il une théorie du gaullisme comme Marx l'a fait du socialisme, et Maurras, de la monarchie. Mais je suppose que vous voyez comment le gaullisme est lié à la conjoncture : il est d'autant plus nécessaire que la nation est plus menacée. Elle l'est dans le monde libre tout entier. Le décalage entre les textes fondamentaux de la démocratie et leurs moyens d'application est aussi manifeste aux Etats-Unis qu'en France, même s'il est différent. De ce point de vue, on peut reprendre un peu ironiquement, en la complétant, une phrase fameuse : Dans la civilisation de la machine, quiconque entend défendre réellement (concrètement, comme on dit dans le parti communiste) la souveraineté du peuple et la vie de la nation «a été, est, ou sera gaulliste». Ce n'est pas l'Europe qui est devenue internationale, c'est la Russie qui est redevenue nationale.

Mais il disait aussi : «Je suis venu pour détruire les mythes qui paralysent la France». Dans ce domaine, il pratiquait à la fois une idéologie d'ensemble, plan de

bataille essentiel et flou – et un ordre d’urgence précis. Le Sénat était l’un de ces mythes : assemblée des notables au temps de la grande propriété terrienne, il devait être remplacé au temps de la société industrielle. L’élection du Président de la République au suffrage universel ne fut en rien une sorte de plébiscite : il en attendait la légitimation et l’efficacité décisives des nouvelles institutions. D’une part, il était démocrate en ce qu’il tenait le peuple pour souverain. D’autre part, nombre des techniques de notre démocratie lui semblaient des survivances qui paralysaient la nation, et il était soucieux à l’extrême de donner à celle-ci toutes ses chances. On a beaucoup attribué à son nationalisme, son hostilité à l’ONU; elle venait de ce que l’instrument appartenait, pour lui, au temps de la marine à voiles. L’Europe lui semblait nécessaire; les méthodes dont on se réclamait pour l’entreprendre, inadéquates. Il jugeait surprenant qu’au moment où la faiblesse des Parlements devenait partout criante, on voulût fonder l’Europe sur quelque parlement de Strasbourg.

Je ne crois pas qu’il ait été le moins du monde maurrassien à ce sujet. Certes, tels ou tels éléments sont communs à toutes les défenses de la nation, et Staline a parlé de «la patrie soviétique». Mais l’attitude gaulliste à l’égard de l’unité européenne ne venait en rien d’une illusion de supériorité de la France, elle venait d’une profonde défiance du rationalisme américain de 1919. Le Général ressentait les nations – et la France, par expérience – comme des choses vivantes, fragiles et pourtant indéracinables, sujettes aux maladies et (vaguement) menacées de mort. Une logique de la vie des nations ne lui semblait pas plus sérieuse qu’une logique des passions, ou de la vie tout court. Il n’avait pas cru à la SDN. Il ne croyait pas à l’ONU. Il ne croyait pas à l’Europe du Parlement de Strasbourg – parce qu’on ne fait pas pousser le blé avec des manuels d’agriculture.

Cela dit, il serait grand temps de prendre conscience de ce qu’il y a eût dans le gaullisme, comme dans tout mouvement qui touche des millions de vivants et les lie aux morts, la part de l’esprit, et celle de l’irrationnel.

Le sentiment d'une mission de la France

A. Malraux — L'irrationnel fondamental, c'est la vocation, le sentiment d'une mission de la France. Le Général le dit dès les premières lignes de ses *Mémoires*. La France chargée d'un destin particulier. Ce qui s'accorde assez bien au fait qu'elle n'est jamais plus grande que lorsqu'elle l'est pour tous, lorsqu'elle n'est pas repliée sur elle-même : les Croisades ou les soldats de la République.

En outre toute politique historique est sans doute liée au sentiment d'une mission. Il faudrait tirer ça au clair.

On a reproché au gaullisme ce sentiment qui a joué son rôle dans la confiance proclamée par l'appel du 18 Juin. Sentiment moins limité au gaullisme qu'on ne le dit, et dont on n'a guère étudié le rôle. Alexandre et César peut-être; les grandes religions certainement. Y compris la défense des conquêtes espagnoles par l'évangélisation. La Révolution française, où la mission devient nationale. Le «fardeau de l'homme blanc». Les Etats-Unis dans la guerre de 1914. Les Croisades et les soldats de l'an II dont je vous parlais.

Et que deviendrait un communisme dont on supprimerait la mission historique du prolétariat ?

Les missions sont des chimères, quand ce sont celles des autres.

Peut-être toute participation réelle à une action collective se mêle-t-elle à ce sentiment de mission. Participer à la nation devient de plus en plus rare en Occident, même dans les pays communistes. Je n'en vois plus d'exemple incontestable qu'en Chine et en Israël. Un certain nombre de Français ont dû au Général le sentiment de participer au destin de la France. Et de pouvoir donner quelque chose : lors de la Communauté, de l'indépendance de l'Algérie... Il y a toujours plus de gens qu'on ne croit, qui s'accommodent mal de la solitude dite individualiste, qui ont besoin de donner (ça n'empêche pas l'existence des autres, que non !). Encore plus d'être ensemble, même quand ils sont seuls. Et l'histoire est faite par eux, chaque fois qu'elle cesse d'être parlementaire. Elle ne cesse de répéter le fameux «Rarement un si petit nombre d'homme a reçu la charge d'un si grand destin...» Après tout, le gaullisme commence

par une école de sacrifice. Qu'attendaient pour eux-mêmes les volontaires de l'île de Sein, les dactylos qui prêtaient leur chambre à nos radios et tapaient à toute volée pour couvrir les émissions ? Les morts des camps d'extermination se tireront assez bien du Jugement Dernier.

Comprenons bien que les deux questions que vous m'avez posées se rejoignent, mais ne se confondent pas.

Le gaullisme historique ne peut être séparé de la conjoncture. Un homme, dans le pire drame de notre histoire, assume le destin de la France. En 1958, les Français préfèrent lui confier ce destin, plutôt qu'à ceux dont le système porte le poids très lourd de Dien-Bien-Phu, de la grève de la police et de la situation inextricable de l'Empire. Indéniablement, cet homme transforme profondément les institutions, rétablit la France; lorsque la majorité s'oppose à une réforme qu'il tient pour nécessaire, il abandonne le pouvoir et meurt dans le deuil du pays tout entier, et la mise en berne des drapeaux chinois sur la Cité Interdite. L'ont suivi tous ceux, toutes celles dont les raisons différentes s'unissaient à travers la brume nocturne des Champs-Élysées dans la très simple idée : «La France devant avoir un chef, j'étais heureux que ce fût lui».

Et puis, il y a le gaullisme actuel, c'est-à-dire le choix, par de jeunes hommes, d'une doctrine et de méthodes. Cette doctrine, ces méthodes, n'assurent aucune succession. Un autre général de Gaulle ne pourrait naître de la seule doctrine du vrai. Il ne pourrait naître que d'un autre 18 Juin.

Si vous avez choisi la fidélité à cet homme, à cette doctrine et à ces méthodes, c'est, me semble-t-il, pour deux raisons.

Pour la première, je vous cite : «La confiance en la mission de la France, et la volonté de l'assumer». Ce qui implique le primat de la nation sur toutes les forces qui la composent, et au profit de tous ceux qui la composent.

Pour la seconde, c'est l'idée de la contradiction entre la souveraineté du peuple et les moyens par lesquels elle s'exerce. Que l'on ne servira pas la France de 1975 par des moyens conçus il y a deux cents ans, rafraîchis il y a cent ans. Pas même avec ceux que lui donna le général de Gaulle, mais avec ceux qu'il voudrait aujourd'hui lui donner. La

réforme des techniques de la démocratie est inévitable; lorsqu'elle aura commencé, elle ira vite. De ce point de vue, les nouvelles formes nationales qui vont surgir auront passé par lui. Quoi qu'il arrive, toute pensée nationale pendant des années, tiendra du Général son sentiment de la France, et son refus de mythes puissants. L'Europe entière vit de Républiques aussi mortes que ses royautés, et si la France, la première, était capable de le montrer, alors, comme ceux de la nuit des Champs-Élysées «vous seriez contents que ce fût elle».

Cela dit, s'il surgissait, parmi vos camarades, un grand esprit politique, son génie consisterait sans doute à annuler tout ce que je viens de supposer, et à lier une organisation gaulliste au Général comme il s'est lui-même lié à la France...